

# POLITIQUE, SOCIOLOGIE ET ALIMENTATION

“Fondamentalement, la sécurité alimentaire mondiale est une question politique et non pas économique ou même scientifique.” Cette phrase contient l’essence de la conférence prononcée par le président du CRDI, M. W. David Hopper.

“Symbole chargé d’émotion en même temps que moyen de subsistance, la nourriture obéit à des règles politiques particulières.” La politique de l’alimentation dépasse donc le cadre du développement économique, de la croissance économique et de l’interaction entre les pays riches et les pays pauvres, affirmait-il. Suivent quelques extraits de la conférence de M. Hopper.

- C’est dans les villes que se font les révolutions et les coups d’État, par l’action des élites et des masses urbaines. Aussi, pour les dirigeants du Tiers-Monde, le calme dans les villes est-il le gage de leur stabilité politique. C’est en créant des emplois, en faisant travailler le secteur secondaire et, surtout, en offrant une alimentation abondante et à bon marché qu’ils y parviennent le mieux.

- Pour pallier une situation alimentaire de plus en plus critique, certains pays en développement ont poussé l’exploitation de leur secteur rural jusqu’à importer de pays surproducteurs, à des conditions de faveur, les denrées dont ils avaient besoin pour continuer d’alimenter les consommateurs urbains à bon marché. Ces importations ont d’une part maintenu les prix agricoles bien en deça des niveaux qu’il auraient autrement atteints et détruit ainsi l’effet stimulant que ces recettes agricoles plus élevées auraient eu sur la production alimentaire locale.

- Bien qu’on ne puisse l’affirmer en toute certitude, l’expérience de T’ai-wan, de la Corée du Sud, du Brésil ainsi que de quelques autres pays du Tiers-Monde non membres de l’OPEP qui ont atteint et maintenu un taux élevé de croissance économique permet de penser que la prospérité rurale est une condition majeure, sinon essentielle, d’une économie nationale dynamique.

- Il faudrait peut-être dépenser jusqu’à 60 milliards de dollars pour exploiter au maximum le potentiel agricole du bassin du Gange, capable, dit-on, d’augmenter de 70 ou 80 p. 100 la production mondiale actuelle de céréales. Sans une aide extérieure massive de la part des pays nantis, le développement rural demeurera un rêve irréalisable pour la plupart des nations du Tiers-Monde.

- Il ne saurait y avoir de stratégie planétaire de lutte contre la pénurie alimentaire tant que la FAO ne sera pas forcée de prendre ses responsabilités au sérieux. Le gaspillage se poursuivra de plus belle, les projets déphasés continueront de faire double emploi. C’est à peine si nous avons un programme pour susciter un certain enthousiasme politique ou simplement un plus grand intérêt.

- Je vois mal les principaux pays exportateurs de produits alimentaires utiliser ces denrées à quelque moment que ce soit comme une arme politique dans leurs relations avec d’autres États. Je ne crois pas que les gouvernements de ces pays pourraient survivre longtemps à l’indignation publique que susciterait assurément leur refus de nourrir les peuples assaillis par la faim, à moins qu’il n’existe un état de guerre.

- En filigrane de la revendication d’un nouvel ordre économique mondial par le Tiers-Monde, on retrouve la volonté de transposer l’événement économique des marchés internationaux aux arènes politiques. Dans cet appel en faveur d’une redistribution des cartes, on entend parler de cartels de la bauxite, de la banane, du café, du cuivre, ainsi que d’arrangements spéciaux concernant les déficits des balances des paiements et de la non-convertibilité de certaines devises.

Dans sa communication sur la sociologie de l’alimentation, Madame Ruth Zagorin, directrice de la Division des sciences sociales et des ressources humaines du CRDI, a traité du rôle de l’individu et de la collectivité rurale dans le processus de modernisation de l’agriculture traditionnelle.

Présentant de solides arguments en faveur du maintien des exploitations agricoles privées tout en encourageant l’action collective, M<sup>me</sup> Zagorin a souligné que les coûts de substitution d’objectifs sociaux à l’abondance alimentaire sont trop élevés. Suivent quelques points saillants de son exposé.

- Dans la plupart des communautés rurales traditionnelles, la distribution des biens, soit la propriété terrienne et le capital, favorise fortement une minorité. Cette distribution est cependant rarement reflétée dans le partage des revenus produits par ces biens qui sont en fait beaucoup plus équitablement répartis entre les membres de la communauté.

- Les gouvernements coloniaux ont importé dans les territoires asiatiques et africains les produits du début de l’ère industrielle, ouvrant ainsi la porte à un flot de produits qui ont concurrencé ou remplacé les produits traditionnels. Ces nouveaux produits ont absorbé des ressources réelles qui auraient été distribuées à l’intérieur de la communauté si elles n’avaient pas été affectées à l’achat de produits importés.

- L’alphabétisation des campagnes s’est grandement étendue dans plusieurs pays et les obstacles à la communication avec le monde extérieur ont été franchis grâce à la radio et, dans certains cas, la télévision, qui ont présenté aux sociétés traditionnelles une vie qui leur était inconnue. Ces nouvelles connaissances ont suscité chez la communauté rurale, et surtout chez les jeunes, le désir d’obtenir plus de biens matériels et de transformer l’organisation sociale.

- Les habitants des régions rurales des pays en développement souhaitent d’abord améliorer leur bien-être économique, non seulement en jouant le rôle traditionnel de consommateurs mais en participant plus pleinement à la vie économique du pays, tant comme producteurs que consommateurs. Ils ont été désappointés sur le plan de la consommation et désavantagés par les méthodes agricoles traditionnelles sur le plan de la production.

- La Chine a réussi à résoudre certains problèmes du milieu rural en imposant la collectivisation. Cependant, cette mesure n’a pas pu être appliquée sans violence et la liberté individuelle est encore aujourd’hui fort restreinte. Dans les pays sauvegardant la liberté personnelle, on a pu constater qu’il était plus facile d’augmenter la production agricole par l’application de techniques scientifiques quand chaque fermier décidait lui-même de l’usage de ses terres, de sa main-d’œuvre et de ses instruments de travail. Ce type d’agriculture est essentiellement capitaliste.

- La croissance de la population rurale et la faible dimension de nombreuses exploitations traditionnelles empêchent de réaliser des économies d’échelle importantes dans l’application de techniques agricoles modernes. On pourrait obvier à cet inconvénient en offrant aux petits fermiers de puissants stimulants économiques pour l’établissement de structures sociales qui intensifieraient leur pouvoir de négociation au niveau du marché et leur fourniraient un contrôle efficace des ressources auxquelles l’individu n’a généralement pas accès.

- S’il y a une sociologie de l’alimentation distincte, elle naît de l’interaction de l’organisation sociale et de la transformation du secteur agricole traditionnel en un système qui incorpore les techniques modernes.

Le texte intégral de **Politique et alimentation** a été publié dans la collection des monographies du CRDI. Voir page 23.

Le texte intégral de cette conférence a été publié dans la série des monographies du CRDI. Pour obtenir cette brochure, voir page 23.